

**No. 50393\***

---

**Switzerland  
and  
Peru**

**Convention between Switzerland and the Republic of Peru on the transfer of persons under sentence. Lima, 18 November 2010**

**Entry into force:** *8 May 2012 by notification, in accordance with article 26*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Switzerland, 9 January 2013*

\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

---

**Suisse  
et  
Pérou**

**Convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre la Suisse et la République du Pérou. Lima, 18 novembre 2010**

**Entrée en vigueur :** *8 mai 2012 par notification, conformément à l'article 26*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Suisse, 9 janvier 2013*

\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**Convention**  
**sur le transfèrement**  
**des personnes condamnées**  
**entre**  
**la Suisse**  
**et**  
**la République du Pérou**

La Suisse et la République du Pérou,  
dénommées ci-après «Les Parties»;

désireuses de développer davantage la coopération internationale en matière pénale;

considérant que cette coopération doit servir les intérêts d'une bonne administration de la justice et favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées;

considérant que ces objectifs exigent que les étrangers qui sont privés de leur liberté à la suite d'une infraction pénale aient la possibilité de subir leur condamnation dans leur milieu social d'origine et

considérant que le meilleur moyen d'y parvenir est de les transférer vers leur propre pays,

sont convenues des dispositions suivantes:

## **Article 1 DÉFINITIONS**

Aux fins de la présente Convention, l'expression:

- a. «condamnation» désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par un juge pour une durée limitée ou indéterminée en raison d'une infraction pénale;
- b. «jugement» désigne une décision de justice prononçant une condamnation;
- c. «État de condamnation» désigne l'État où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou l'a déjà été;
- d. «État d'exécution» désigne l'État vers lequel le condamné peut être transféré ou l'a déjà été, afin d'y subir sa condamnation.

## **Article 2 PRINCIPES GÉNÉRAUX**

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par la présente Convention, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement des personnes condamnées.
2. Une personne condamnée sur le territoire d'une Partie peut, conformément aux dispositions de la présente Convention, être transférée vers le territoire de l'autre Partie pour y subir la condamnation qui lui a été infligée. A cette fin, elle peut exprimer, soit auprès de l'État de condamnation, soit auprès de l'État d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu de la présente Convention.
3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'État de condamnation, soit par l'État d'exécution.

### **Article 3**

#### **CONDITIONS DU TRANSFÈREMENT**

1. Un transfèrement ne peut avoir lieu aux termes de la présente Convention qu'aux conditions suivantes:
  - a. le condamné doit être ressortissant de l'État d'exécution;
  - b. la personne condamnée ne l'a pas été pour une infraction exclusivement militaire;
  - c. le jugement doit être définitif et il n'existe pas d'autre procès pénal pendant dans l'État de condamnation;
  - d. la durée de condamnation que le condamné a encore à subir doit être au moins de six mois à la date de réception de la demande de transfèrement, ou indéterminée;
  - e. le condamné ou, lorsqu'en raison de son âge ou de son état physique ou mental l'un des deux États l'estime nécessaire, son représentant doit consentir au transfèrement;
  - f. les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation doivent constituer une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire;
  - g. l'État de condamnation et l'État d'exécution doivent s'être mis d'accord sur ce transfèrement;
  - h. la peine infligée dans l'État de condamnation n'excède pas le maximum de la peine prévue par l'État d'exécution;
  - i. le condamné a payé son amende et/ou l'indemnisation imposée dans le jugement. Une exception est faite au condamné qui prouve sa totale insolvabilité; et
  - j. une éventuelle peine de mort a été commuée.
2. Dans des cas exceptionnels, les Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de la condamnation que le condamné a encore à subir est inférieure à celle prévue au paragraphe 1.d

#### **Article 4**

### **OBLIGATION DE FOURNIR DES INFORMATIONS**

1. Tout condamné auquel la présente Convention peut s'appliquer doit être informé par l'État de condamnation de la teneur de la présente Convention.
2. Si le condamné a exprimé auprès de l'État de condamnation le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, cet État doit en informer l'État d'exécution le plus tôt possible après que le jugement soit devenu définitif.
3. Les informations doivent comprendre:
  - a. le nom, la date et le lieu de naissance du condamné;
  - b. le cas échéant, son adresse dans l'État d'exécution;
  - c. un exposé des faits ayant entraîné la condamnation;
  - d. la nature, la durée et la date du début de la condamnation; et
  - e. les dispositions pénales en vigueur.
4. Si le condamné a exprimé auprès de l'État d'exécution le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, l'État de condamnation communique à cet État, sur sa demande, les informations visées au paragraphe 3 ci-dessus.
5. Le condamné doit être informé par écrit de toute démarche entreprise par l'État de condamnation ou l'État d'exécution, en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux États au sujet d'une demande de transfèrement.

#### **Article 5**

### **AUTORITÉS CENTRALES**

Les Parties désignent comme Autorités centrales chargées d'exercer les fonctions prévues dans la présente Convention, pour la Suisse, l' « Office fédéral de la justice du Département fédéral de justice et police » et, pour la République du Pérou, le « Ministerio Público-Fiscalía de la Nación ».

## **Article 6 DEMANDES ET RÉPONSES**

1. Les demandes de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit.
2. Ces demandes doivent être adressées par la voie diplomatique et/ou directement entre les Autorités centrales. Les réponses doivent être communiquées par les mêmes voies.
3. L'État d'exécution doit informer l'État de condamnation, dans les plus brefs délais, de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.
4. Afin de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement du condamné et afin que le transfèrement contribue positivement à sa réinsertion sociale, l'autorité de chaque Partie considérera, entre autres, la gravité de l'infraction et les liens possibles de l'auteur avec le crime organisé, son état de santé et les liens que celui-ci tient avec la société de l'État de condamnation et de l'État d'exécution.

## **Article 7 PIÈCES À L'APPUI**

1. L'État d'exécution doit, sur demande de l'État de condamnation, fournir à ce dernier:
  - a. un document ou une déclaration indiquant que le condamné est ressortissant de cet État;
  - b. une copie des dispositions légales de l'État d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'État de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'État d'exécution ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire.
2. Si un transfèrement est demandé, l'État de condamnation doit fournir les documents suivants à l'État d'exécution, à moins que l'un ou l'autre des deux États ait déjà indiqué qu'il ne donnerait pas son accord au transfèrement:
  - a. une copie du jugement et des dispositions légales appliquées;
  - b. l'indication de la durée de la condamnation déjà subie, y compris des renseignements sur toute détention provisoire, remise de peine ou autre acte concernant l'exécution de la condamnation;

- c. une déclaration constatant le consentement au transfèrement tel que visé à l'article 3.1.e et
  - d. chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur le condamné, toute information sur son traitement dans l'État de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'État d'exécution.
3. L'État de condamnation et l'État d'exécution peuvent, l'un et l'autre, demander à recevoir l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

### **Article 8 CONSENTEMENT ET VÉRIFICATION**

- 1. L'État de condamnation fera en sorte que le condamné qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 3.1.e le fasse volontairement et en étant pleinement conscient des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet sera régie par la loi de l'État de condamnation.
- 2. L'État de condamnation doit donner à l'État d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un consul ou d'un autre fonctionnaire désigné en accord avec l'État d'exécution, que le consentement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

### **Article 9 CONSÉQUENCES DU TRANSFÈREMENT POUR L'ÉTAT DE CONDAMNATION**

- 1. La prise en charge du condamné par les autorités de l'État d'exécution a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'État de condamnation. Lorsque la personne condamnée, une fois transférée, se soustrait à l'exécution, l'État de condamnation récupère le droit d'exécuter le reste de la peine qu'elle aurait eu à purger dans l'État d'exécution.
- 2. L'État de condamnation ne peut plus exécuter la condamnation lorsque l'État d'exécution considère l'exécution de la condamnation comme étant terminée.



**Article 10**  
**CONSÉQUENCES DU TRANSFÈREMENT POUR L'ÉTAT**  
**D'EXÉCUTION**

1. La sanction prononcée par l'État de condamnation est directement applicable dans l'État d'exécution.
2. L'État d'exécution est lié par les constatations de fait, par la nature juridique et la durée de la sanction résultant de la condamnation.
3. L'exécution de la sanction dans l'État d'exécution est régie par la loi de cet État. Il est seul compétent pour prendre les décisions concernant les modalités d'exécution de la sanction, y compris celles concernant la durée du temps d'incarcération de la personne condamnée.

**Article 11**  
**CONSÉQUENCES DU TRANSFÈREMENT POUR**  
**LE CONDAMNÉ**

1. Le condamné, lorsqu'il est transféré pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure privative de liberté conformément à la présente Convention, ne peut être poursuivi ou condamné dans l'État d'exécution pour les mêmes faits que ceux qui ont donné lieu à la peine ou mesure privative de liberté infligée par l'État de condamnation.
2. Toutefois, la personne transférée pourra être détenue, jugée et condamnée dans l'État d'exécution pour tout fait autre que celui ayant donné lieu à la condamnation dans l'État de condamnation, lorsqu'il est sanctionné pénalement par la législation de l'État d'exécution.

**Article 12**  
**REMISE**

La remise du condamné par les autorités de l'État de condamnation à celles de l'État d'exécution s'effectue à l'endroit dont les Parties sont convenues.

**Article 13**  
**GRÂCE, AMNISTIE, COMMUTATION**

Les Parties pourront accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine, conformément à leur Constitution ou leurs autres règles juridiques; pour cela, les Autorités centrales devront se consulter préalablement avant que la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine puisse être accordée.

**Article 14**  
**RÉVISION DU JUGEMENT**

Seul l'État de condamnation a le droit de statuer sur tout recours en révision présenté contre le jugement.

**Article 15**  
**CESSATION DE L'EXÉCUTION**

L'État d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'État de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

**Article 16**  
**INFORMATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION**

L'État d'exécution fournira des informations à l'État de condamnation concernant l'exécution de la condamnation:

- a. lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation;
- b. si le condamné s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée; ou
- c. si l'État de condamnation lui demande un rapport spécial.

**Article 17**  
**TRANSIT**

1. Si l'une ou l'autre des Parties conclut avec des États tiers des conventions pour le transfèrement de personnes condamnées, l'autre Partie doit faciliter le transit sur son territoire des personnes condamnées transférées en vertu de telles conventions.
2. Toutefois, elle peut refuser d'accorder le transit si la personne condamnée est l'un de ses ressortissants ou si l'infraction qui a donné lieu à la condamnation ne constitue pas une infraction au regard de sa législation.
3. La Partie ayant l'intention de réaliser ce transfèrement devra préalablement le notifier à l'autre Partie.
4. La Partie à laquelle est demandé le transit ne peut garder le condamné en détention que pendant la durée strictement nécessaire au transit par son territoire.

## **Article 18 LANGUES**

Les demandes de transfèrement présentées aux termes de la présente Convention, ainsi que les documents qui l'accompagnent ou autres informations doivent être rédigés, dans le cas de la République du Pérou, en langue espagnole. Dans le cas de la Suisse, l'Autorité centrale déterminera au préalable, et de cas en cas, si la demande et les documents qui l'accompagnent ou autres informations doivent être présentés en langue allemande, française ou italienne.

## **Article 19 DISPENSE DE FORMALITÉS**

La demande et les documents s'y rapportant envoyés par l'une des Parties en application de la présente Convention sont dispensés des formalités de légalisation ainsi que de toute autre formalité.

## **Article 20 ESCORTE ET FRAIS**

1. L'État d'exécution fournit l'escorte pour le transfèrement.
2. Les frais de transfèrement, y compris ceux de l'escorte, sont à la charge de l'État d'exécution, sauf s'il en est décidé autrement par les Parties.
3. Les frais occasionnés exclusivement sur le territoire de l'État de condamnation sont à la charge de cet État.
4. L'État d'exécution peut toutefois recouvrer tout ou partie des frais de transfèrement auprès du condamné.

## **Article 21 APPLICATION DANS LE TEMPS**

La présente Convention sera applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant soit après son entrée en vigueur.

## **Article 22 RELATIONS AVEC D'AUTRES ACCORDS**

La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations des deux États découlant d'accords d'extradition et autres accords de coopération internationale en matière pénale prévoyant le transfèrement des personnes détenues à des fins de confrontation ou de témoignage.

**Article 23  
DURÉE**

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.

**Article 24  
RÉSOLUTION DES DIFFÉRENDS**

Tout différend qui naît dans l'interprétation et/ou dans la mise en œuvre de la présente Convention sera résolu par les Parties par la voie diplomatique de manière amicale.

**Article 25  
DÉNONCIATION**

Chaque Partie peut dénoncer la présente Convention à l'autre Partie en tout temps par notification écrite adressée à l'autre État. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de cette notification.

**Article 26  
ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière notification dans laquelle les Parties se communiquent l'accomplissement des procédures légales internes requises pour l'entrée en vigueur.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Lima, le 18 novembre 2010, en deux exemplaires originaux, en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour la  
Suisse:



Anne-Pascale Krauer Müller  
Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire

Pour la  
République du Pérou:



José Antonio García Belaunde  
Ministre des Affaires Etrangères

[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

**Convenio**  
**sobre el traslado de**  
**personas condenadas**  
**entre**  
**Suiza**  
**y**  
**la Republica del Perú**

Suiza y la República del Perú,  
en adelante denominados «Las Partes»;

deseando un mayor desarrollo de la cooperación internacional en materia penal;

considerando que dicha cooperación debe servir para los fines de una buena administración de justicia y favorecer la reinserción social de las personas condenadas;

considerando que estos objetivos exigen que los extranjeros privados de su libertad como consecuencia de haber cometido un delito penal tengan la posibilidad de cumplir su condena en su medio social de origen y

considerando que la mejor manera de lograr este objetivo es trasladarlos a su país de origen,

han decidido adoptar las disposiciones siguientes:

## **Artículo 1 DEFINICIONES**

Para los efectos del presente Convenio, la expresión:

- a. «condena» designa cualquier pena o medida privativa de libertad dictada por un Juez, con una duración limitada o indeterminada, por razón de una infracción penal;
- b. «sentencia» designa una resolución judicial en la que se pronuncia una condena;
- c. «Estado de condena» designa al Estado donde se ha condenado a la persona que puede ser trasladada o que lo haya sido ya;
- d. «Estado de cumplimiento» designa al Estado al cual el condenado puede ser trasladado o lo haya sido ya, con el fin de cumplir su condena.

## **Artículo 2 PRINCIPIOS GENERALES**

- 1. Las Partes se obligan, en las condiciones previstas por el presente Convenio, a prestarse mutuamente la más amplia colaboración posible en materia de traslado de personas condenadas.
- 2. Una persona condenada en el territorio de una Parte puede, con arreglo a lo dispuesto en el presente Convenio, ser trasladada al territorio de la otra Parte para cumplir la condena que se le ha impuesto. Con tal finalidad, puede expresar, bien al Estado de condena bien al Estado de cumplimiento, su deseo de que se le traslade en virtud del presente Convenio.
- 3. El traslado puede ser solicitado ya sea por el Estado de condena, ya sea por el Estado de cumplimiento.



### **Artículo 3**

#### **CONDICIONES DEL TRASLADO**

1. Un traslado puede llevarse a cabo con arreglo al presente Convenio solamente en las siguientes condiciones:
  - a. el condenado debe ser nacional del Estado de cumplimiento;
  - b. la persona sentenciada no haya sido condenada por delito exclusivamente militar;
  - c. la sentencia debe ser firme, y no debe existir otro proceso penal pendiente en el Estado de condena;
  - d. la duración de la condena que el condenado tiene aún que cumplir debe ser de al menos seis meses al día de la recepción de la solicitud de traslado, o indeterminada;
  - e. el condenado o, cuando por razón de su edad o de su estado físico-mental uno de los dos Estados así lo estime necesario, su representante debe consentir el traslado;
  - f. los actos u omisiones que han dado lugar a la condena deben constituir una infracción penal con arreglo a la ley del Estado de cumplimiento o deberían constituirlos si se cometieran en su territorio;
  - g. el Estado de condena y el Estado de cumplimiento deben estar de acuerdo en ese traslado;
  - h. la pena impuesta en el Estado de condena no sobrepase el máximo de la pena prevista por el Estado de cumplimiento;
  - i. la persona condenada haya cumplido con la multa y/o el pago de la indemnización impuestos en la condena. Se exceptúa a la persona condenada que acredite debidamente su absoluta insolvencia; y
  - j. se haya conmutado una eventual pena de muerte.
2. En casos excepcionales, las Partes pueden convenir en un traslado, aunque la duración de la condena que el condenado tenga aún que cumplir sea inferior a la prevista en el párrafo 1.d.

#### **Artículo 4**

### **OBLIGACIÓN DE PROPORCIONAR INFORMACIÓN**

1. Cualquier condenado a quien pueda aplicarse el presente Convenio debe ser informado por el Estado de condena del tenor del presente Convenio.
2. Si el condenado ha expresado al Estado de condena su deseo de ser trasladado, en virtud del presente Convenio, dicho Estado debe informar de ello al Estado de cumplimiento, lo más pronto posible, después de que la sentencia sea definitiva.
3. La información debe comprender:
  - a. el nombre, la fecha y el lugar de nacimiento del condenado;
  - b. de ser el caso, la dirección en el Estado de cumplimiento;
  - c. una exposición de los hechos que hayan originado la condena;
  - d. la naturaleza, la duración y la fecha de inicio de la condena; y
  - e. las disposiciones penales vigentes.
4. Si el condenado ha expresado al Estado de cumplimiento su deseo de ser trasladado en virtud del presente Convenio, el Estado de condena comunica a dicho Estado, a su solicitud, la información a que se refiere el párrafo 3 que antecede.
5. El condenado debe ser informado por escrito de cualquier gestión emprendida por el Estado de condena o el Estado de cumplimiento, en aplicación de los párrafos precedentes, así como de cualquier decisión tomada por uno de los dos Estados con respecto a una solicitud de traslado.

#### **Artículo 5**

### **AUTORIDADES CENTRALES**

Las Partes designan como Autoridades Centrales encargadas de dar cumplimiento a las disposiciones del presente Convenio, por la República del Perú, al "Ministerio Público - Fiscalía de la Nación", y por Suiza, a la "Office fédéral de la justice du Département fédéral de justice et police".

## **Artículo 6 SOLICITUDES Y RESPUESTAS**

1. Las solicitudes de traslado y las respuestas deben ser formuladas por escrito.
2. Dichas solicitudes deben ser dirigidas por la vía diplomática y/o directamente entre las Autoridades Centrales. Las respuestas deben ser comunicadas por las mismas vías.
3. El Estado de cumplimiento debe informar al Estado de condena, en el más breve plazo, su decisión de aceptar o denegar el traslado solicitado.
4. Para tomar la decisión de aceptar o denegar el traslado del condenado y a fin de que el traslado contribuya positivamente a su reinserción social, la autoridad de cada una de las Partes considerará, entre otros factores, la gravedad del delito y las posibles vinculaciones del autor con el crimen organizado, su estado de salud y los vínculos que éste tiene con la sociedad del Estado de condena y del Estado de cumplimiento.

## **Artículo 7 DOCUMENTACIÓN SUSTENTATORIA**

1. El Estado de cumplimiento, a solicitud del Estado de condena, debe proporcionar a este último:
  - a. un documento o una declaración que indique que el condenado es nacional de dicho Estado;
  - b. una copia de las disposiciones legales del Estado de cumplimiento de las cuales resulte que los actos u omisiones que hayan dado lugar a la condena en el Estado de condena constituyen una infracción penal con arreglo a la ley del Estado de cumplimiento o la constituirían si se cometiera en su territorio.
2. Si se solicita un traslado, el Estado de condena debe proporcionar al Estado de cumplimiento los documentos que a continuación se expresan, a menos que cualquiera de los dos Estados haya indicado que no dará su consentimiento al traslado:
  - a. una copia de la sentencia y de las disposiciones legales aplicadas;
  - b. la indicación de la duración de la condena ya cumplida, incluida la información referente a cualquier detención preventiva, remisión de pena u otra circunstancia relativa al cumplimiento de la condena;

- c. una declaración en la que conste el consentimiento para el traslado a que se refiere el artículo 3.1.e y
  - d. cuando proceda, cualquier informe médico o social acerca del condenado, cualquier información sobre su tratamiento en el Estado de condena y cualquier recomendación para la continuación de su tratamiento en el Estado de cumplimiento.
3. El Estado de condena y el Estado de cumplimiento pueden, uno y otro, solicitar que se le proporcione cualquiera de los documentos o declaraciones a que se refieren los párrafos 1 y 2 que anteceden, antes de solicitar un traslado o tomar la decisión de aceptarlo o denegarlo.

### **Artículo 8 CONSENTIMIENTO Y VERIFICACIÓN**

- 1. El Estado de condena hará lo necesario para que el condenado que deba prestar su consentimiento para el traslado, en virtud del artículo 3.1.e, lo haga voluntariamente y siendo plenamente consciente de las consecuencias jurídicas que de ello se deriven. El procedimiento que se siga a este respecto se regirá por la ley del Estado de condena.
- 2. El Estado de condena debe dar al Estado de cumplimiento la posibilidad de verificar, por intermedio de un Cónsul o de otro funcionario designado de acuerdo con el Estado de cumplimiento, que el consentimiento se ha dado en las condiciones previstas en el párrafo anterior.

### **Artículo 9 CONSECUENCIAS DEL TRASLADO PARA EL ESTADO DE CONDENA**

- 1. El hecho de que las autoridades del Estado de cumplimiento tomen a su cargo al condenado tiene como efecto suspender el cumplimiento de la condena en el Estado de condena. Cuando la persona condenada, una vez trasladada, se sustrae a la ejecución, el Estado de condena recupera el derecho de ejecutar el resto de la sanción que ésta hubiese tenido que cumplir en el Estado de cumplimiento.
- 2. El Estado de condena no podrá hacer que se cumpla la condena cuando el Estado de cumplimiento considere su ejecución como terminada.

**Artículo 10**  
**CONSECUENCIAS DEL TRASLADO PARA EL**  
**ESTADO DE CUMPLIMIENTO**

1. La sanción pronunciada por el Estado de condena es directamente aplicable en el Estado de cumplimiento.
2. El Estado de cumplimiento está vinculado a las cuestiones de hecho, la naturaleza jurídica y la duración de la sanción resultante de la condena.
3. La ejecución de la sanción en el Estado de cumplimiento se rige por la ley de ese Estado. Sólo éste es competente para tomar las decisiones acerca de las modalidades de ejecución de la sanción, incluidas las decisiones relativas a la duración de la privación de libertad de la persona condenada.

**Artículo 11**  
**CONSECUENCIAS DEL TRASLADO PARA EL CONDENADO**

1. El condenado, cuando es trasladado para la ejecución de una pena o medida privativa de libertad, conforme con el presente Convenio, no podrá ser perseguido ni condenado en el Estado de cumplimiento por los mismos hechos que motivaron la pena o medida privativa de libertad impuesta por el Estado de condena.
2. Sin embargo, la persona trasladada podrá ser detenida, juzgada y condenada en el Estado de cumplimiento por cualquier otro hecho diferente al que dio lugar a la sanción en el Estado de condena, cuando este hecho es sancionado penalmente por la legislación del Estado de cumplimiento.

**Artículo 12**  
**ENTREGA**

La entrega del condenado por las autoridades del Estado de condena a las del Estado de cumplimiento se efectuará en el lugar convenido por las Partes.

**Artículo 13**  
**INDULTO, AMNISTÍA, CONMUTACIÓN**

Las Partes podrán conceder el indulto, la amnistía o la conmutación de la pena, de conformidad con su Constitución o sus demás normas jurídicas; para lo cual, las Autoridades Centrales deberán consultarse previamente antes de que el indulto, la amnistía, o la conmutación de la pena puedan ser concedidos.

## **Artículo 14 REVISIÓN DE LA SENTENCIA**

Sólo el Estado de condena tiene el derecho de decidir acerca de cualquier recurso de revisión formulado contra la sentencia.

## **Artículo 15 CESE DEL CUMPLIMIENTO**

El Estado de cumplimiento debe poner fin al cumplimiento de la condena tan pronto haya sido informado por el Estado de condena de cualquier decisión o medida que tenga como efecto quitar a la condena su carácter ejecutorio.

## **Artículo 16 INFORMACIÓN ACERCA DEL CUMPLIMIENTO**

El Estado de cumplimiento proporcionará información al Estado de condena acerca del cumplimiento de la condena:

- a. cuando considere cumplida la ejecución de la condena;
- b. si el condenado se evade antes de que termine el cumplimiento de la condena; o
- c. si el Estado de condena le solicita un informe especial.

## **Artículo 17 TRÁNSITO**

1. Si cualquiera de las Partes celebra Convenios de traslado de personas condenadas con terceros Estados, la otra Parte debe facilitar el tránsito de las personas condenadas trasladadas, por sus territorios, en virtud de dichos Convenios.
2. Sin embargo, puede negarse a conceder el tránsito si el condenado es uno de sus nacionales, o si la infracción que ha dado lugar a la condena no constituye una infracción con arreglo a su legislación.
3. La Parte que tiene intención de efectuar dicho traslado deberá notificárselo previamente a la otra Parte.
4. La Parte a la cual se solicite el tránsito sólo podrá mantener detenido al condenado durante el tiempo estrictamente necesario para el tránsito por su territorio.

## **Artículo 18 IDIOMAS**

Las solicitudes de traslado presentadas para los efectos del presente convenio, así como sus anexos u otras informaciones deben ser redactados, para el caso de la República del Perú, en el idioma castellano. En el caso de Suiza, su Autoridad Central determinará previamente, y en cada caso, si la solicitud y sus anexos u otras informaciones deben ser presentados en el idioma alemán, francés o italiano.

## **Artículo 19 EXENCIÓN DE FORMALIDADES**

La solicitud y los documentos relacionados con ésta, enviados por una de las Partes en aplicación del presente Convenio están eximidos de la legalización, así como de cualquier otra formalidad.

## **Artículo 20 PERSONAL DE SEGURIDAD Y COSTOS**

1. El Estado de cumplimiento proporciona el personal de seguridad para el traslado.
2. Los costos de traslado, incluyendo los del personal de seguridad, son de cargo del Estado de cumplimiento, salvo si se ha acordado de otra manera por las Partes.
3. Los gastos ocasionados exclusivamente en el territorio del Estado de condena son de cargo de ese Estado.
4. El Estado de cumplimiento puede sin embargo solicitar al condenado el pago de la totalidad o de una parte de los gastos de traslado.

## **Artículo 21 APLICACIÓN EN EL TIEMPO**

El presente Convenio será aplicable al cumplimiento de las condenas dictadas, antes o después de su entrada en vigor.

## **Artículo 22 RELACIONES CON OTROS ACUERDOS**

El presente Convenio no afecta los derechos y obligaciones de los dos Estados, que se hayan originado en acuerdos de extradición y otros acuerdos de cooperación internacional en materia penal, que prevean el traslado de personas detenidas para efectos de confrontación o de declaración testimonial.

**Artículo 23  
DURACIÓN**

El presente Convenio tiene una duración indeterminada.

**Artículo 24  
SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS**

Cualquier controversia que surja en la interpretación y/o implementación del presente Convenio será resuelta por las Partes por la vía diplomática de manera amistosa.

**Artículo 25  
DENUNCIA**

Cada Parte puede denunciar el presente Convenio en cualquier momento por notificación escrita dirigida al otro Estado. La denuncia surtirá efecto seis meses después de la fecha de recepción de esta notificación.

**Artículo 26  
ENTRADA EN VIGOR**

El presente Convenio entrará en vigor en la fecha de recepción de la última notificación en la que las Partes se comuniquen el cumplimiento de los procedimientos legales exigidos por sus respectivos ordenamientos internos para su entrada en vigor.



En testimonio de lo cual los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Convenio.

Suscrito en Lima, el 18 de Noviembre de 2010, en dos ejemplares originales, en los idiomas castellano y francés, teniendo los dos textos igual validez y autenticidad.

Por  
Suiza:



Anne-Pascale Krauer Müller  
Embajadora Extraordinaria y  
Plenipotenciaria

Por la  
la República del Perú:



José Antonio García Belaunde  
Ministro de Relaciones Exteriores